



NATIONS UNIES  
HAÏTI



2023  
2027

**Cadre de Coopération des  
Nations Unies pour le  
Développement Durable**

## MATRICE DES RÉSULTATS DU CADRE DE COOPÉRATION 2023-2027

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION			PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
<b>GRAND CHANTIER 4 DU PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT D'HAÏTI : REFONDATION INSTITUTIONNELLE</b>					
Ce chantier prévoit la révision du cadre légal, le renforcement des administrations du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire et des institutions indépendantes, la modernisation de l'administration publique et, notamment, celle de l'administration de la justice et de la sécurité, l'augmentation du nombre d'effectifs déconcentrés de la fonction publique, le renforcement des Collectivités Territoriales et le renforcement de la société civile. Notamment, ces programmes permettront la construction d'un État fort, déconcentré et décentralisé, établiront une culture de transparence et de reddition de compte qui rende la corruption impraticable sur le territoire, adapteront le cadre légal et réglementaire aux besoins, assureront une meilleure gestion du foncier et garantiront la protection de la propriété.					
<b>Guide régional</b>					
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention interaméricaine contre la corruption</li> <li>• Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030</li> </ul>					
<b>CIBLES ODD: ODD 1: 1.3.1, 1.4.2 ; ODD 5: 5.1.1 ; ODD 8: 8.8.2; ODD 16: 16.a.1, 16.3.2, 16.4.2, 16.6.1, 16.10.1; ODD 17: 17.14.1, 17.16.1</b>					
<b>PRIORITE STRATEGIQUE 1 DU CADRE DE COOPERATION : GOUVERNANCE, SECURITE ET ÉTAT DE DROIT</b>					
<b>RESULTAT ESCOMPTE 1 :</b>  <b>Des institutions légitimes et redevables garantissent l'Etat de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits humains</b>	<b>Indicateur RE.1.1 :</b> Progrès vers un gouvernement fonctionnel qui détient la confiance de la population.			BINUH, PNUD, UNHR, UNODC, UNOPS, UNHABITAT, BIT, UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES, UNHCR, CEPALC, UNESCO, OIM, PNUE  Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP), Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), Ministère de la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), Police Nationale d'Haïti (PNH), Office de Protection du Citoyen (OPC), Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)  Organisations de la société civile de droits humains, Associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parties prenantes trouvent un consensus large permettant la mise en place, avec des conditions politiques et sécuritaires nécessaires, pour la révision de la Constitution et la tenue des élections ;</li> <li>• Des relations constructives et une collaboration efficace est entamée entre le pouvoir exécutif et législatif ;</li> <li>• Le Parlement a joué efficacement son rôle de législateur, en contrôlant aussi l'action et les initiatives du pouvoir exécutif.</li> <li>• Suite à la formation d'un large consensus entre les différentes parties prenantes, la Cour de cassation fonctionne normalement et travaille constructivement avec les différentes institutions du pouvoir judiciaire pour renforcer l'administration de la justice et l'Etat de droit.</li> </ul>
	<b>Baseline :</b> N/A	<b>Cibles :</b> Plus de 50% de la population a confiance dans le gouvernement	<b>Sources de vérification :</b> Sondage		
	<b>Indicateur RE.1.2 :</b> Les pouvoirs exécutif et législatif sont mis en place conformément à la Constitution, en travaillant constructivement pour renforcer la bonne gouvernance, et l'État de droit.				
	<b>Baseline :</b> Pouvoir législatif dysfonctionnel depuis janvier 2020 et le pouvoir exécutif a un gouvernement constitué sans président.	<b>Cibles :</b> La 51eme législature et un nouveau pouvoir exécutif sont mis en place selon les prescriptions de la Constitution.	<b>Sources de vérification :</b> Publication des lois sur le Journal Officiel Le Moniteur, le Parlement approuve des lois et organise des sessions régulières pour vérifier et contrôler l'action du gouvernement.		
	<b>Indicateur RE.1.3:</b> Fonctionnement normal des institutions judiciaires				
<b>Baseline :</b> La Cour de cassation est dysfonctionnelle depuis février 2022.	<b>Cibles :</b> Les nouveaux membres de la Cour de cassation entrent en fonction.	<b>Sources de vérification :</b> Les juges de la Cour de cassation prêtent serment et			

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION			PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
			la Cour se réunit officiellement.	de femmes, Associations de jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les différentes institutions de l'État, y compris les douanes, ont travaillé efficacement afin d'assurer l'augmentation des revenus de l'État.</li> <li>Les femmes sont représentées au parlement et dans le gouvernement, notamment dans les postes de haut niveau, et contribuent efficacement au travail législatif et exécutif.</li> </ul>
	<b>Indicateur RE.1.4:</b> Augmentation des revenus de l'État.				
	<b>Baseline :</b> L'État a reçu 36,168,000,000 gourdes des revenus entre octobre 2021 et janvier 2022.	<b>Cibles :</b> Les recettes de l'État sont augmentées et les détails de cette augmentation sont publiés dans la loi des finances (budget national). Les revenus de l'État sont élevés à 50,635,200,000 gourdes pour le trimestre d'octobre 2026-janvier 2027.	<b>Sources de vérification :</b> Publication des données sur les revenus de l'État dans le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE).		
	<b>Indicateur RE.1.5:</b> Augmentation de la participation des femmes dans les processus décisionnels.				
	<b>Baseline :</b> 4 femmes à la 50ème législature / 4 femmes au gouvernement.	<b>Cibles :</b> 30% des femmes à la 51ème législature / 30% de femmes au gouvernement.	<b>Sources de vérification :</b> Publication des résultats électoraux pour les législatives, dans le journal officiel Le Moniteur.		
<b>RESULTAT ESCOMPTE 2 :</b>  <b>La protection et la libre circulation des personnes, libéré des menaces des gangs, est assurée pour qu'ils vivent sans crainte pour leur intégrité physique et morale</b>	<b>Indicateur RE.2.1 :</b> L'État est engagé sur la protection des personnes (hommes et femmes) et leurs biens sur le territoire national, qui vivent avec plus de sécurité.			UNFPA, UNICEF, ONUFEMMES, UNESCO, OIM, BINUH, ONUSIDA, UNOPS, BIT,	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une augmentation accrue de l'effectif des unités et des commissariats de police, les capacités opérationnelles et d'enquêtes criminelles de la PNH sont renforcées et les mécanismes de prévention et de gestion du crime sont consolidés</li> </ul>
	<b>Baseline :</b> Le soutien du gouvernement à la Police nationale d'Haïti reste insuffisant	<b>Cibles :</b> Le gouvernement met sur pied sa politique de sécurité et apporte un soutien accru à la Police nationale pour améliorer la sécurité publique.	<b>Sources de vérification :</b> Sondage de la société civile ou BINUH.		
	<b>Indicateur RE.2.2 :</b> La violence et les crimes majeurs tels que les homicides intentionnels et les kidnappings, sont substantiellement réduits.			Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP), Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), Police Nationale d'Haïti (PNH), Office de Protection du Citoyen (OPC), Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le déploiement éventuel d'une assistance internationale pour réaccompagner la PNH dans ses efforts pour le rétablissement de la sécurité dans le pays.</li> </ul>
	<b>Baseline :</b> Au cours de l'année 2021, un total de 2 279 actes criminels soit 1 615 homicides intentionnels et 664 cas d'enlèvements ont été enregistrés par la PNH sur toute l'étendue du territoire national.	<b>Cibles :</b> -15 % pour les homicides intentionnels et -90% pour les enlèvements.	<b>Sources de vérification :</b> Entre janvier et mai 2022, un total de 1 322 actes criminels soit 782 homicides intentionnels et 540 cas d'enlèvements ont été enregistrés par la PNH sur toute l'étendue du territoire national. Cela représente une augmentation de 17% et 36,4 % respectivement.		
			Organisations de la société civile de droits humains, Associations de femmes, Associations de jeunes		

RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION	PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
---------------------	---	--	------------

## GRAND CHANTIER 2 DU PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE HAÏTI : REFONDATION ÉCONOMIQUE

Ce chantier prévoit la mise en œuvre d'un cadre macroéconomique propice au développement, l'appui à l'investissement privé externe et interne, la modernisation et la dynamisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la valorisation des secteurs compétitifs de l'économie haïtienne et, en particulier, de l'industrie manufacturière et du tourisme, la mise en place d'une véritable industrie de la construction, le développement du secteur des services, l'exploitation durable des ressources géologiques et la mise en œuvre de projets ciblant la création d'emplois ainsi que l'amélioration de la productivité et de l'employabilité. Ces programmes stimuleront la création de richesse et d'emplois, augmenteront les revenus des particuliers, renforceront le secteur privé, favoriseront la stabilisation de la population, accroîtront la sécurité alimentaire et permettront de réduire les pressions sur l'environnement et les ressources naturelles.

### Guide régional

- L'action nationale s'insère dans les actions et les initiatives coordonnées au niveau régional, en particulier dans le cadre des stratégies et plans d'action du CARICOM (et de ses 25 institutions thématiques) et du SAMOA Pathway (Small Island Developing States Accelerated Modalities of Action) pour les SIDS (Small Island Developing States), le Programme d'Action de Doha pour les Pays les Moins Avancés 2022 – 2031 et la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour le genre dans le cadre du développement durable d'ici 2030.

**CIBLES ODD :** ODD 1 : 1.a.1, 1.b.1; ODD 2 : 2.3.2, 2.4.1, 2.a.2; ODD 5 : 5.5.2, 5.a.1; ODD 8 : 8.8.1, 8.2.1, 8.3.1, 8.5.2, 8.6.1, 8.a.1, 8.b.1; ODD 9 : 9.2.1, 9.2.2, 9.3.1; ODD 10 : 10.1.1, 10.2.1, 10.3.1, 10.4.1, 10.4.2, 10.b.1; ODD 16 : 16.6.1, 16.7.2; ODD 17 : 17.1.1, 17.1.2, 17.3.1, 17.5.1, 17.9.1, 17.10.1, 17.11.1, 17.12.1, 17.17.1

## PRIORITE STRATEGIQUE 2 DU CADRE DE COOPERATION : TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

<b>RESULTAT ESCOMPTE 3 :</b>  Un nouveau modèle économique inclusif, équitable, vecteur d'investissements nouveaux, de croissance et de durabilité, favorable à la création rapide d'emplois décents avec un focus sur les jeunes et les femmes, capable de réduire substantiellement la pauvreté et les inégalités, est formulé, approuvé et mis en œuvre	Indicateur RE.3.1 : Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi (ODD 8.2.1)			BIT, PNUD, CEPALC, UNICEF, UNFPA, OIM, PNUE, ONUFEMMES, UNESCO, UNFPA, FAO, UNCTAD, PAM, PNUE, UNHR, FIDA, UNOPS, BM, FMI,  Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP),	<ul style="list-style-type: none"> <li>Principaux défis structurels du système - et de la gouvernance -économique identifiés et adressés;</li> <li>L'agenda de la réforme est approuvé et mis en œuvre.</li> </ul>
	Baseline : -.3% (2020)	Cibles : 3%-5%	Sources de vérification : Rapport de la Banque Mondiale		
	Indicateur RE.3.2 : Taux de chômage des femmes (population active)				
	Baseline : 19%	Cibles : 10%	Sources de vérification : Rapport de la Banque Mondiale		
	Indicateur RE.3.3 : Taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans)				
	Baseline : 17.9%	Cibles : 10%	Sources de vérification : Rapport de la Banque Mondiale		
Indicateur RE.3.4 : Taux de pauvreté annuelle					
Baseline : 59%	Cibles : 56%	Sources de vérification : Rapport de la Banque Mondiale			

RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION			PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
	<b>Indicateur RE.3.5</b> : Situation du pays par rapport au climat d'investissement.			Associations de jeunes, Associations de femmes, Associations de personnes en situation de handicap. Associations patronales, Associations syndicales	
	<b>Baseline</b> : 138 <sup>e</sup> sur 141	<b>Cibles</b> : 130 <sup>e</sup> sur 141	<b>Sources de vérification</b> : Rapport annuel sur la compétitivité du Forum Économique Mondial		
	<b>Indicateur RE.3.6</b> : Participation du secteur agricole dans le PIB.				
	<b>Baseline</b> : 150 M\$	<b>Cibles</b> : 300 M\$	<b>Sources de vérification</b> : Rapport annuel sur la croissance économique de la Banque de la République d'Haïti (BRH)		
	<b>Indicateur RE.3.7</b> : Réduction de l'inégalité de revenu (Coefficient de Gini).				
	<b>Baseline</b> : 41.1	<b>Cibles</b> : 41.0	<b>Sources de vérification</b> : Rapport de la Banque Mondiale		

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION	PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
--------------------	---	--	------------

### GRAND CHANTIER 3 DU PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE HAÏTI : REFONDATION SOCIALE

Ce chantier prévoit la création de réseaux modernes de santé et d'éducation à travers tout le pays, incluant l'enseignement supérieur et la formation professionnelle et technique, la protection des biens culturels et l'appui à la créativité culturelle, un meilleur accès au logement, le développement de l'action civique et de l'offre sportive et de loisirs, la mise en place d'un système d'assurance sociale pour tous les travailleurs, l'organisation de la solidarité sociale et un programme favorisant l'égalité de genre. Ces programmes permettront, à terme, de couvrir tout le territoire en services de base, participeront de la mise en place des pôles régionaux et locaux de développement, amélioreront les conditions d'habitat, favoriseront l'inclusion sociale, constitueront des axes de création de richesse et d'emplois et accéléreront l'agrandissement de la classe moyenne.

#### Guide régional

- Les cadres et stratégies du SAMOA Pathway (Small Island Developing States Accelerated Modalities of Action) pour les SIDS (Small Island Developing States, Consensus de Montevideo sur la Population et le Développement
- La Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour le Genre dans le cadre du Développement durable d'ici 2030

CIBLES ODD : OOD 1: 1.1, 1.3.1, 1.4.1, . 1.5.1 ; ODD2; ODD 3: 3.1.1, 3.1.2, 3.2.1, 3.3.1, 3.7.1, 3.8.2 ; ODD 5 : 5.5.1 ; ODD 6: 6.b.1, ODD 7; 7.1.1; ODD 9 : 9.3.1; ODD 10; ODD 11: 11.7.1 ; ODD17 : 17.8.1

### PRIORITE STRATEGIQUE 3 DU CADRE DE COOPERATION : SERVICES SOCIAUX DE BASE ET APPUI AU CONTRAT SOCIAL

<b>RESULTAT ESCOMPTE 4 :</b>  <b>La population, particulièrement les groupes vulnérables et marginalisés, a un meilleur accès à des services sociaux de base équitables, inclusifs et de qualité, avec une emphase sur le respect des droits humains, l'égalité de genre, et l'inclusion du handicap, en vue du renforcement du contrat social.</b>	<b>Indicateur RE.4.1 :</b> Taux de mortalité maternelle (ODD 3.1.1)			UNFPA, PAM, UNICEF, FAO, BIT, PNUD, ONUSIDA, ONUFEMMES, CEPALC, UNHR, UNHCR, OMS/OPS, UNESCO,  Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), Ministère de la Jeunesse, des Sports et du Service Civique (MJSAC), Bureau du Secrétaire d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH), Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation (SEA), Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Ministère de l'Economie et des Finances (MEF),	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'environnement sociopolitique et le processus de décentralisation des services publics sont propices à la satisfaction des besoins de la population eu égard aux services sociaux de base.</li> </ul>
	<b>Baseline :</b> 529 décès pour 100,000 naissances vivantes	<b>Cibles :</b> 350 décès pour 100,000 naissances vivantes (2031)	<b>Sources de vérification :</b> EMMUS VII Plan Directeur MSPP 2021-2031		
	<b>Indicateur RE.4.2 :</b> Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (ODD 3.1.2)				
	<b>Baseline :</b> 42%	<b>Cibles :</b> 50%	<b>Sources de vérification :</b> EMMUS VII		
	<b>Indicateur RE.4.3:</b> Prévalence de la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans				
	<b>Baseline :</b> 7.1%	<b>Cibles :</b> 3%	<b>Sources de vérification :</b> Rapport de l'UNICEF ou de la Banque Mondiale		
	<b>Indicateur RE.4.4:</b> Proportion (%) de la population par sexe dans les phases de classification de crise (3) et d'urgence (4) de l'IPC				
<b>Baseline :</b> 45%	<b>Cibles :</b> 35%	<b>Sources de vérification :</b> ENSSAN (Enquête nationale de sécurité alimentaire)			

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION			PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES	
	<b>Indicateur RE.4.5:</b> Proportion de la population utilisant internet (ODD 17.8.1) désagrégé par sexe					
	<b>Baseline :</b> 35.4%	<b>Cibles :</b> 50%	<b>Sources de vérification :</b> EMMUS VII			
	<b>Indicateur RE.4.6 :</b> Proportion (%) de la population vivant avec handicap bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale (allocation, pension, bénéfice) (ODD 1.3.1).					
	<b>Baseline :</b> 3.8%	<b>Cibles :</b> 20%	<b>Sources de vérification :</b> MAST/BSEIPH Enquête du Secrétariat d'Etat à l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH)	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR),  Associations de femmes, Associations de jeunes, Associations de personnes en situation de handicap		
	<b>Indicateur RE.4.7 :</b> Taux net de scolarisation par sexe.					
	<b>Baseline :</b> 88%	<b>Cibles :</b> 90%	<b>Sources de vérification :</b> Rapport du MENFP			
	<b>Indicateur RE.4.8 :</b> Proportion de femmes de 15-49 ans en union qui ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale.					
	<b>Baseline :</b> 38%	<b>Cibles :</b> 30% (2031)	<b>Sources de vérification :</b> EMMUSVI 2016-2017 & EMMUS VII UNWOMEN Plan Directeur MSPP 2021-2031			

RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION	PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
--------------------	---	--	------------

### GRAND CHANTIER 1 DU PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE HAÏTI : REFONDATION TERRITORIALE

Ce chantier prévoit des travaux au chapitre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du développement local, de la protection de l'environnement, de la correction des bassins versants et de la rénovation urbaine, la mise en place d'un réseau de transport national, l'électrification du pays, l'expansion des communications et le maillage numérique du territoire, ainsi que l'accroissement des capacités d'alimentation en eau potable et d'assainissement, incluant la gestion des déchets solides. Ces programmes permettront la mise en place des infrastructures économiques nécessaires à la croissance et à la création d'emplois ainsi qu'à l'accès aux services sociaux, renforceront les économies régionales, impulseront le développement local, structureront l'urbanisation et l'aménagement rural et permettront de mieux concilier les impératifs du développement économique avec la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel et historique du pays et avec la gestion des risques.

#### Guide régional

- Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) ;
- Accords de Paris – Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- Convention sur la Diversité Biologique ;
- Convention des Nations Unies pour Combattre la Désertification ;
- Décennie pour la restauration des écosystèmes (2021-2030) ;
- One Health approach ;
- Accord politique Haïti, Cuba, République Dominicaine sur le Corridor Caribéen de la Biodiversité ;
- Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030

CIBLES ODD : ODD 1: 1.5.4; ODD 2: 2.4; ODD 3: 3.b.1, 3.d.1; ODD 6: 6.2, 6.6; ODD 9: 9.a; ODD 11: 11.a.1, 11.b.1, 11.3.2; 11.6; ODD 12: 12.2, 12.4; ODD 13: 13.1, 13.2, 13.3, 13.b; ODD 14: 14.1, 14.2, 14.4, 14.5, 14.7, 14.a, 14.b; ODD 15: 15.1, 15.2, 15.3, 15.4, 15.5, 15.9, 15.a, 15.b

### PRIORITE STRATEGIQUE 4 DU CADRE DE COOPERATION : GESTION DES RISQUES MULTIDIMENSIONNELS, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

<b>RESULTAT ESCOMPTE 5 :</b>  <b>Des systèmes d'information et des mécanismes financiers et cadres normatifs sensibles au genre, à la protection et à l'inclusion sociale, sont mis en place pour aider les autorités étatiques, les communautés locales et les autres acteurs nationaux concernés à piloter et coordonner des politiques</b>	<b>Indicateur RE.5.1 :</b> Existence de stratégies nationales de réduction des risques, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) (ODD13.1.2).		FAO, PNUE, PAM, UNICEF, PNUD, UNOPS, OPS/OMS, BIT, OIM, ONUFEMMES, UNESCO, UN-HABITAT, FIDA, UNFPA, CEPALC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les infrastructures existantes de communication et de réponse sont susceptibles de faciliter l'opérationnalisation des décisions du Centre d'Opération d'Urgence Nationale, en cas de besoin de réponse à une catastrophe humanitaire.</li> </ul>
	<b>Baseline :</b> Non	<b>Cibles :</b> Oui		
	<b>Indicateur RE.5.2 :</b> Existence de contributions déterminées au niveau national, des stratégies à long terme, des plans nationaux d'adaptation, des communications sensibles au genre, relatives à l'adaptation, selon les informations communiquées au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. (ODD13.2.1)		Ministère de l'Environnement (MDE), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du	
	<b>Baseline :</b> Non	<b>Cibles :</b> Oui		<b>Sources de vérification :</b> Rapport d'évaluation sur l'efficacité des plans nationaux



RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS, BASELINES, CIBLES, SOURCES DE VERIFICATION			PARTENAIRES (UN, GVT, PTFs, SC, SP, Collectivités)	HYPOTHESES
<p>publiques pour renforcer la résilience basée sur la gestion des risques, la gouvernance territoriale et la gestion environnementale.</p>	<p><b>Indicateur RE.5.3:</b> La protection et la restauration des terres, des écosystèmes et de la biodiversité sont intégrées dans la planification nationale, les mécanismes de développement, les stratégies de réduction de la pauvreté et la comptabilité haïtienne. (ODD 15.9)</p>			<p>Développement Rural (MARNDR), Ministère de l'Intérieur et des Collectivité Territoriales (MICT), Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Direction de la Protection Civile (DPC)</p>	
	<p><b>Baseline :</b> Non</p>	<p><b>Cibles :</b> Oui</p>	<p><b>Sources de vérification :</b> Politique publique et plans spécifiques</p>		
	<p><b>Indicateur RE.5.4:</b> Existence d'une politique urbaine nationale et/ou un plan de développement régional qui a) tienne compte de la dynamique des populations, b) vise à l'équilibre du développement territorial et c) élargisse la marge de manœuvre budgétaire locale. (ODD 11.a.1)</p>				
	<p><b>Baseline :</b> Non</p>	<p><b>Cibles :</b> Oui</p>	<p><b>Sources de vérification :</b> Rapports nationaux auprès des Conventions de Rio. Lois de finances publiques.</p>		